

.....

Tout Sauf les Fang » ou le recul de l'intégration ethnique dans la fondation du lien social au Gabon

Emmanuelle NGUEMA MINKO
Maitre de Conférences CAMES
Sociologue et Anthropologue
Ecole Normale Supérieure (ENS)
Libreville-Gabon
E-mail : n.guema2008@live.fr

Résumé :

A l'orée de 21^{ème} siècle, alors que l'intelligentsia africaine entrevoit déjà le pluralisme culturel comme un paramètre ordinaire à l'édification des nations africaines, le paysage politique gabonais nous offre des sursauts de recul dans l'avancée vers ce projet de vivre-ensemble. Tout Sauf les Fang (TSF) est un slogan qui avait d'abord été utilisé en 2009 par G. Nzouba Ndama, ancien président de l'Assemblée Nationale, pour marquer son refus de voir les Gabonais élire un Fang comme président de la République. Cependant, ce sentiment anti-Fang trouve ses origines dans la période coloniale. En effet, arrivé tardivement au Gabon au début du 19^{ème} siècle, le peuple Fang ne cesse d'occuper le territoire au point qu'en l'espace d'un siècle, il est le seul à profiter de l'occupation exclusive d'une province du Gabon (le Woleu-Ntem) et à imposer son autochtonie dans quatre autres provinces sur les neuf que compte le Gabon (l'Estuaire, le Moyen-Ogooué, l'Ogooué -Ivindo et l'Ogooué Maritime). Considéré par les autres groupes ethnolinguistiques comme « des envahisseurs anthropophages », les Fang ont toujours objectivement affiché leur prétention hégémonique et leur discrimination des autres « Bilop ». Ce qui fait que dans le contexte gabonais, la problématique ethnocentrisme se résume en termes de : les Fang contre les « Autres » désignés par le vocable « Bilop ». Du coup, toute l'histoire politique du Gabon se caractérise par des slogans très expressifs traduisant le sentiment anti-Fang, montrant par là toute la difficulté qu'il y a à manager l'intégration ethnique qui est au fondement du lien social dans un contexte multiculturel.

Mots-clés : Fondation du lien social, Histoire politique du Gabon, Recul de l'intégration ethnique, Sentiment anti-fang.

Everyone Except the Fang » or the decline of ethnic integration in the foundation of social link in Gabon

Abstract :

At the edge of the 21th century, while african intelligencia tends to cultural pluralism as ordianary parameter of the building of african nations, gabonese political lanscape offers us a start of decline on the project of living together. Everyone Except the Fang (EEF) is a slogan used by Guy Nzouba Ndama former president of gabonese National Assembly, in 2009, to mark his refusal to see a Fang elected President of the republic by gabonese people. However, this anti-Fang feeling finds its origin in the colonial period. In fact, the Fang arrived late in Gabon in 19th century, they keep occupying territory to the point in one century, they are the only ethnic group to get awhole province (Woleu-Ntem) and the claim their origin in 4 others (Estuaire, Moyen-Ogooué, Ogooué-Ivindo, Ogooué-Maritime). Considered by others ethnolinguistic group as « canibal invaders , the Fang have showed their hegemonic pretentions and their discriminations against others « Bilop ». This is why in gabonese context, the ethocentral problem is summarised by : Fang against others (Bilop). There by the entire political history of Gabon is defined by slogans very expressives translating the anti-Fang feeling. That sows all the difficulties to manage ethnic integration which is the foundation af social link in multicultural context.

Keys words : Anti-Fang Feeling, Decline of ethnic integration, Political history of Gabon, Social link foundation.

Introduction

Je préfère avoir affaire à un opposant d'une autre ethnie qu'à un pédégiste Fang [...] Si vous voulez conserver le pouvoir au Gabon, il faut toujours s'arranger à ce que les Fang soient divisés ; car s'ils s'entendent, ils feront tout pour vous l'arracher. (Omar Bongo, 1993)¹

Considéré par les « autochtones » comme un peuple sauvage, bagarreur, téméraire, envahisseur, anthropophage, le regard porté sur les fang par tous les autres peuples du Gabon a toujours suscité beaucoup de controverses, de craintes, de rejets et d'intrigues. A tel point que la question du tribalisme au Gabon revêt un caractère bipartite qui oppose d'une part les Fang appelés « Pahouin » par les Autres, et d'autre part les Autres désignés « Bilop » par les Fang. Ce sentiment anti-Fang versus anti-Bilop est enraciné dans l'histoire du peuplement du Gabon bien avant la colonisation. Car, arrivé les derniers, vers la fin du 18^{ème} siècle, le peuple Fang n'a cessé d'occuper le nouveau territoire du Gabon au point, non seulement d'être le seul à avoir l'exclusivité de l'occupation intégrale d'une province (le Woleu-Ntem), mais aussi de marquer leur présence historique dans quatre autres provinces sur les neuf que compte le Gabon.

Selon Michel Foucault (2004), la gouvernementalité s'identifie à la construction du champ du pouvoir en

¹ Discours d'Omar Bongo prononcé à Franceville dans le Haut-Ogooué pendant la campagne présidentielle de 1993. Aucune source écrite officielle n'a jamais repris cet extrait de discours. Mais ces paroles avaient largement défrayé la chronique à cette époque ; et elles sont toujours reprises à volonté par les opposants Fang, pour justifier l'illégitimité des Fang sur l'échiquier politique gabonais.

analysant les représentations symboliques qui fondent et légitiment son efficacité sociale. Or, la modernité politique africaine se trouve dans une situation ambivalente qui met en confrontation permanente les logiques identitaires aux logiques politiques, la rationalité démocratique aux rationalités sociohistoriques, etc. Et au Gabon, cette ambivalence se traduit par une manifestation de bipolarisation ethnique entre les Fang contre les Autres. C'est ainsi que chaque période de l'histoire politique du Gabon reste marquée par une épithète de stigmatisation des Fang par les Autres, traduisant par là leur refus de reconnaître la légitimité du Fang à interagir dans le macrocosme politique gabonais. Il convient alors de se demander qu'est-ce qui sur le plan historique, socioculturel et comportemental, justifie l'appréhension des Fang par les autres ethnies du Gabon ?

A partir de données de sociologie historique, de l'observation participante et d'une exploration documentaire, la présente contribution s'attelera à examiner le processus d'intégration des Fang dans la vie politique du Gabon, qui au demeurant, est essaimée par des manifestations de rejet. Pour cela, nous établirons un découpage analytique en trois périodicités de l'histoire politique du Gabon, correspondant à trois joutes verbales de manifestation du sentiment anti-fang:

- « Qui sont ces Fang ?»: Des « envahisseurs » au leadership avéré depuis la période coloniale
- « Toujours les Fang !»: Des belliqueux au monopartisme d'Omar Bongo
- « Tout Sauf les Fang !»: De la résurgence du sentiment anti-Fang en contexte démocratique

.....

1- « Qui sont ces Fang ? » : Des envahisseurs au leadership avéré depuis la période coloniale

L'établissement des Fangs sur les abords de l'Estuaire ne fut pas de tout repos. Après s'être battus contre les Bakèlè, leurs devanciers et leurs voisins les plus proches, les Fang de jadis furent continuellement en guerre les uns contre les autres, famille contre famille, village contre village, le plus souvent pour des questions de femmes, aussi farouches entre eux qu'au moment de leurs querelles sanglantes avec les autres races. L'anthropophagie chez eux a duré longtemps. (A.Raponda Walker 1960, p. 140)

Cette image mitigée sur les Fang se justifie d'une part par leur installation tardive en Afrique centrale (à la fin du 18^{ème} siècle) et au Gabon (au début du 19^{ème} siècle) qui est sans commune mesure avec la massification de leur présence, leur caractère belliqueux (*élang*) qui effraie et amène les uns et les autres à les soupçonner d'anthropophages (« les Fang mangent les gens »), leur solidarité face à l'adversité (*o'bangam*) qui les conduit à discriminer des « Autres » autochtones, leur ingéniosité (*àkeng*) à s'imposer en dépit des ressentiments des « Autres » autochtones. D'autre part, le contexte historique propre aux sociétés colonisatrices était marqué par l'occupation allemande en France ; or, le pays Fang (sud Cameroun, nord Gabon) était sous protectorat allemand depuis 1884 jusqu'à l'entre-deux-guerre, ce qui accentua d'autant plus les préjugés des colons français qui voyaient chez les Fang, les mêmes traits psychologiques et comportementaux que leurs adversaires allemands. Au-delà de ces raisons qui peuvent sembler subjectives pour justifier la crainte envers les Fang, ce peuple a, en moins d'un demi-siècle, réussi à imposer sa supériorité numérique au nord du

Gabon, au sud du Cameroun, et en Guinée Equatoriale. Ils sont également présents (bien que minoritaire) au Congo, en Centrafrique et à Sao-Tomé et Principe ; ce qui en fait le peuple le plus représentatif (du point de vue de la représentativité territoriale) en Afrique centrale en dépit de son installation très tardive. « Les hordes envahissantes des fang, d'abord cantonnées sur la région des Monts de Cristal, débouchèrent vers l'Estuaire du Gabon vers 1860... » (*Op. Cit.*, p. 139). Et pourtant, il ne leur a pas fallu un quart de siècle pour être la seule ethnie à bénéficier de l'occupation exclusive de la province du Woleu Ntem, d'être massivement représentée dans l'Estuaire, le Moyen Ogooué, l'Ogooué Ivindo et l'Ogooué maritime, soit cinq provinces sur les neuf que compte le territoire gabonais. Cette occupation croissante des Fang sur le territoire du Gabon fait écrire au Père Neu en 1887 : « Il y'a une vingtaine d'années, on ignorait tout de cette tribu. Aujourd'hui ils ont envahi le Gabon de toute part. Mais d'où viennent-ils ? Pourquoi ont-ils quitté leur pays d'origine ? Quelle force inconnue les pousse vers l'Océan ? » (*Idem*, p. 138). Ces questionnements, loin de se limiter à une vue de l'esprit du missionnaire, ont imprégné les représentations collectives des autres ethnies du Gabon, vis-à-vis des Fang. Ce qui a occasionné des discriminations et des préjugés tous azimut tout au long de la période coloniale, et même au-delà. A titre d'exemple, lorsqu'en 1993, je venais à Libreville après l'obtention de mon BEPC et de mon entrée en seconde, tous ces préjugés me parvenaient tels des pamphlets par des élèves Bilop de ma génération, ainsi qu'à tous mes autres camarades Fang qui comme moi, étaient scolarisés au collège Bessieux : « Vous sortez d'où, vous les Fang? Vous

étiez où lorsqu'on a construit le Gabon ? Vous vous multipliez comme des cafards pour envahir tout le Gabon à la place des vrais Gabonais ? Donc vous mangez la chair humaine comme de la viande hein ? etc, ». C'est dire que les présomptions sur l'illégitimité de la présence des Fang au Gabon, ont imprégné les mentalités collectives au point de devenir transgénérationnelles. Et pour cause...

Les Fang ont toujours manifesté une volonté impérialiste tout au long de la période coloniale par des stratégies de fanguisation de l'Afrique centrale. En effet, sous protectorat allemand depuis 1884 (sud du Cameroun et nord du Gabon), sous colonisation française (Gabon) et espagnole (Guinée Equatoriale), les Fang nouvellement installés sur ces territoires, subissaient énormément d'agressions aussi bien de la part des colons français, espagnols et allemands, que de la part des populations autochtones qui leur manifestaient des sentiments de rejet. En réaction contre ces récriminations, ils décidèrent de se mettre sur la défensive par une volonté de réunification de leurs frères dispersés à travers l'Afrique centrale (Gabon, Cameroun, Congo, Centrafrique, Sao-Tomé). D'où l'organisation d'une première entreprise de réunification des sous-groupes Fang (Elat Ayong) qui vit le jour au Cameroun en 1925, puis le congrès UNIFANG en 1947 à Mitzic (ville du Woleu-Ntem au nord du Gabon) dont l'enjeu consistait à « protester contre l'occupation européenne et à redéfinir les clauses de leur installation dans cette région stratégique de l'Afrique centrale, considérée selon eux comme un espace stratégique sur le plan sociopolitique, culturel, linguistique et économique » (C. Akomo Zoghe, 2008, [En ligne]). A l'issue de ce Congrès, Léon Mba Minko qui deviendra le premier

président du Gabon indépendant, sera élu président de l'Union du peuple Fang (UNIFANG).

Sur le plan international, la fin de la deuxième guerre mondiale sera marquée par des bouleversements dans la structuration des relations internationales, avec le début de la guerre froide, la création de l'ONU et autres organismes internationaux, le ton sera donné aux colonisateurs d'établir un « colonat apaisé » avec leurs colonies. C'est ainsi que Léon Mba Minko qui était en exil en Centrafrique pour motif de rébellion à l'ordre colonial, rentrera dans son pays natal (le Gabon) en 1946 pour jouer un rôle déterminant dans la nouvelle configuration des rapports politiques en créant le Comité Mixte Gabonais (CMG). Etant natif de la province de l'Estuaire (peuplée de Mpongwe et de Fang), le statut de président de l'UNIFANG va accroître l'influence de Léon Mba sur toute l'étendue du territoire, d'autant plus que la majorité des provinces du Gabon (soit 5 sur 9) sont peuplées de Fang, ce qui fera de lui un acteur incontournable sur la scène politique gabonaise à la fin des années quarante. Par ailleurs, 1946 marque aussi l'entrée des députés d'Outre-mer à l'Assemblée territoriale française. Cette élection opposait le Parti Démocratique Africain (PDA) de Emile Issembé, candidat Myènè, à l'Union Démocrate et Sociale du Gabon (UDSG) de Jean-Hilaire Aubame, candidat Fang. C'est à cette occasion que les colons français avaient explicitement démontré leur sentiment anti-Fang en faisant la promotion du candidat Emile Issembé, un Myènè « civilisé » qui était mieux placé pour conduire le destin du Gabon. En revanche, le candidat Fang Jean-Hilaire Aubame, était représenté sur les affiches en cache sexe et avec une sagaie, tel un barbare qui allait ramener le Gabon dans l'obscurantisme de la

superstition. Même à l'église, les missionnaires n'hésitaient pas à orienter leurs prédications du dimanche pour accorder leurs bénédictions au candidat Myènè chrétien Issembé, contrairement au sorcier Fang Jean-Hilaire Aubame présenté comme un danger pour l'accomplissement de l'œuvre de Dieu au Gabon. En fin de compte, c'est Jean-Hilaire Aubame, un Fang, barbare et sorcier de l'Estuaire, figure de la résistance à l'ordre colonial, qui sera élu député à l'Assemblée territoriale française. En outre, ce sont ces deux figures Fang, leaders de la résistance à l'ordre colonial, acteurs principaux du paysage sociopolitique colonial gabonais, et adversaires politiques, qui vont conduire le pays à l'indépendance. Leur omniprésence sur la scène politique nationale, leur opiniâtreté et leur détermination à braver l'adversité (l'ordre colonial et les velléités de défiance des « Autres ») vont renforcer les représentations sociales des « Autres » Gabonais sur l'énigme des Fang qui sortent de nulle part, pour s'imposer numériquement, culturellement et politiquement sur une terre qu'ils viennent à peine d'occuper.

Le théâtre politique du Gabon indépendant va quant à lui, renforcer l'image de la barbarie des Fang qui « sont continuellement en guerre les uns contre les autres » (A. Raponda Walker, *Op. Cit.*, p. 140), et capables « de se manger entre eux ». En effet, alors que le PDA² de Paul Gondjout (un non-Fang « Bilop ») va fusionner avec le CMG³ de Léon Mba pour fonder le BDG⁴ grâce auquel il sera élu premier président de la République gabonaise après son

² Parti Démocratique Africain

³ Comité Mixte Gabonais

⁴ Bloc Démocratique Gabonais

indépendance, Léon Mba aura pour principal opposant Jean-Hilaire Aubame avec son parti UDSG⁵, idéologiquement plus proche du PUNGA⁶ de René Paul Sousatte nouvellement créé. Au-delà des fractures idéologiques qui paraissaient bien évidentes au sein d'un gouvernement d'union nationale⁷, la lutte partisane se transformera en lutte fratricide entre Fang. En effet, Jean-Hilaire Aubame en tant que chef du gouvernement et principal opposant, s'alliera aux Généraux Fang de l'armée et de la police, que Léon Mba avait lui-même nommés, pour organiser un coup d'Etat le 18 février 1964. Mais la réaction de la France ne se fit pas attendre pour rétablir Léon Mba à son poste de président deux jours plus tard. A l'issue de ce coup d'Etat, une légende populaire relate que Léon Mba aurait « avalé la salive »⁸ contre Jean-Hilaire Aubame et tous les autres Fang, n'acceptant pas d'avoir été trahi par ses propres frères. C'est cette rancune qui l'aurait amené à nommer Albert Bernard Bongo, un Bilop d'une ethnie minoritaire (Téké), au poste de Directeur de cabinet et à changer la Constitution pour qu'en cas de vacance de pouvoir, le Directeur de cabinet puisse assurer les responsabilités du Président de la République et de chef du gouvernement. Et cette rancune, Léon Mba la gardera jusqu'à sa mort en désignant Albert Bernard Bongo

⁵ Union Démocratique et Sociale du Gabon

⁶ Parti de l'Unité Nationale Gabonaise

⁷ Le président Léon Mba voulait instaurer le régime présidentiel tandis que ses opposants au sein du gouvernement, voulaient imposer le régime parlementaire pour affaiblir les prérogatives du président.

⁸ Une expression fang qui signifie « garder rancune », « maudire ». Pour plus d'explications sur la rancune dans l'histoire politique du Gabon, voir Nguema Minko E. (2010), *Gabon. L'unité nationale ou la rancune comme mode de gouvernance*, Paris, l'Harmattan

comme son successeur officiel. Ce qui, aux dires des Gabonais, justifie la malédiction des Fang à ne plus assumer les hautes responsabilités politiques après le décès de Léon Mba. Du coup, toutes leurs frustrations seront cristallisées dans la contestation et les tentatives d'affirmation au sein du nouvel ordre politique mis en place par le nouveau président Albert Bernard Bongo, arrivé au pouvoir le 02 décembre 1967.

2. « Toujours les Fang » : Des belliqueux au monopartisme d'Omar Bongo

Ayant hérité du pouvoir de Léon Mba, Albert Bernard Bongo, un « Bilop » appartenant à une ethnie minoritaire (Téké), héritera aussi de tous les mécanismes de légitimation du pouvoir en contexte néocolonial. Ces mécanismes sont fondés sur la géopolitique du pluralisme culturel et de la redistribution régionale des ressources du pouvoir⁹. Or au Gabon, ce contexte est marqué par le leadership d'une ethnie qui « fait peur » en dépit de sa récente installation sur le territoire. A cet effet, le nouveau président comprit très vite que le management politique de la société gabonaise allait de pair avec le management de la « sauvagerie » de l'homme fang qu'il fallait à tout prix contenter pour préserver la stabilité du système politique et par ricochet, la stabilité de son pouvoir. C'est ainsi qu'à la suite de son prédécesseur qui avait nommé Jean-Hilaire Aubame au poste de premier

⁹ Pour plus d'explication sur la question de la géopolitique du pluralisme culturel au Gabon, lire Nguema Minko E. (2008), « Géopolitique et anthropologie du pluralisme culturel au Gabon. Stratégie de longévité politique et technique gouvernante clientéliste-claniste », *Revue Enjeux. De géopolitique en Afrique. Spécial Gabon : Portait géopolitique*, Yaoundé, FPAE.

ministre jusqu'au coup d'Etat¹⁰, Omar Bongo¹¹ ne cessera de nommer les Fang de l'Estuaire (province du feu président Léon Mba) au poste de premier ministre, tous étant proches parents de Léon Mba qui fut également le premier ministre gabonais nommé à ce poste en 1957. En voici la liste nominative depuis que ce poste avait été restauré¹² en 1975 jusqu'à son décès en 2009 :

- Léon Mebiame Mba : 1975 à 1990
- Casimir Oyé Mba : 1990 à 1994
- Paulin Aubame Nguema : 1994 à 1999
- Jean-François Ntoutoume Emane : 1999 à 2006
- Jean Eyeghe Ndong : 2006 à 2009

Malgré tous les efforts consentis par Omar Bongo pour maîtriser les Fang en nommant les parents de Léon Mba au poste de premier ministre, leur esprit belliqueux n'a jamais cessé de se manifester au point d'être devenus le principal obstacle au règne sans partage d'Omar Bongo. En effet, à l'instar de Léon Mba, les principales figures de l'opposition à Omar Bongo depuis la création du Parti Démocratique Gabonais (PDG) comme parti unique, furent toujours les Fang. Il en est ainsi de Germain Mba Nguema, Fang de l'Estuaire et ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire de Jean Hilaire Aubame, qui est devenu le premier opposant officiel au pouvoir d'Omar Bongo en refusant catégoriquement de fondre son parti politique, le Mouvement National de la Révolution Gabonaise

¹⁰ Après le coup d'Etat de février 1964, Léon Mba cumulait le poste de chef de l'Etat et de chef du gouvernement.

¹¹ A la suite de sa conversion à l'islam en 1973, Albert Bernard Bongo est devenu El Hadj Omar Bongo.

¹² Après le décès de Léon Mba en décembre 1967, Albert Bernard Bongo avait continué à assurer le poste de chef du gouvernement jusqu'en 1975.

(MNRG)¹³, au Parti Démocratique Gabonais (PDG) devenu parti Etat. Pour apprivoiser ses ardeurs, le nouveau président le gardera à ses côtés en le nommant d'abord Conseiller Economique et Social dès septembre 1968, mais l'opposant restait ferme sur ses positions. Il le renverra alors à ses missions diplomatiques en 1969 (en Allemagne puis au Japon) espérant que l'éloignement et les avantages de diplomate allaient calmer ces affronts oppositionnels. Après toutes les tentatives de maîtrise, Omar Bongo finira par comprendre que Germain Mba Nguema était « un dangereux rival »¹⁴. C'est ainsi qu'en visite¹⁵ au Gabon en septembre 1971, Germain Mba Nguema sera enlevé dans des conditions qui demeurent floues jusqu'aujourd'hui. Seul un communiqué officiel diffusé le 17 septembre 1971 à la Radio Télévision Gabonaise (RTG) édifiera le peuple sur une éventuelle attaque « Un diplomate gabonais, Germain Mba, aurait été attaqué de retour du cinéma à son domicile situé au Carrefour London. Le gouvernement lance un appel à témoin... ». Son corps n'a jamais été retrouvé.

Après la disparition mystérieuse de Germain Mba Nguema, un calme relatif fut restauré dans le paysage sociopolitique gabonais. Cette « paix des cimetières » était essentiellement due à la crainte de toutes les méthodes répressives utilisées par le PDG pour mener une « chasse

¹³ Le MNRG a été créé en mai 1964 à la suite du rétablissement de Léon Mba au pouvoir par la France. Depuis lors, il ne cessera de s'opposer aux décisions politiques prises par Léon Mba et par son successeur Albert Bernard Bongo.

¹⁴ Qualificatif attribué par Pierre Péan dans Affaires africaines,

¹⁵ Selon les informations officieuses, il venait pour redynamiser son parti politique (le MNRG) afin de se présenter contre le PDG à la prochaine élection présidentielle

aux sorcières » contre une certaine élite intellectuelle Fang qui nourrissait les velléités oppositionnelles. En effet, jusqu'à la fin des années soixante-dix, des groupuscules d'intellectuels, majoritairement constitués de Fang, s'organisaient dans la clandestinité pour constituer un front à l'encontre du pouvoir d'Omar Bongo. Il s'agissait de Luc Bengone Nsi, Simon Oyono Aba'a, Pierre Zoghe Nguema, Jean-Hilaire Aubame, l'Abbé Noel Ngwa Nguema, l'Abbée Joseph Mintsa, Père Paul Mba Abessolo, Adrien Nguema Ondo, Jules Mba Bekale, Marc Saturnin Nang Nguema, Pierre-François Obiang Bilié, Gaubert Obiang, etc., essentiellement Fang de l'Estuaire et du Woleu-Ntem. Cette angoisse suscitée par les opposants Fang s'était d'autant plus accentuée en septembre 1979 lorsque dans la Guinée Equatoriale voisine, pays majoritairement peuplé de Fang, le président dictateur Macias Nguema Biyogo, fut sauvagement exécuté par son propre neveu Théodoro Obiang Nguema. A défaut d'être assassinés, beaucoup d'entre eux ont été emprisonnés, subi des tortures physiques et morales, radiés de leurs postes et de leurs fonctions, contraints à l'exil. Profitant de l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, ces opposants clandestins vont rédiger le petit « Livre Blanc » à l'intérieur duquel ils expliqueront au nouveau pouvoir français le caractère dictatorial et totalitaire du pouvoir gabonais. A la suite de cet affront hexagonal, Omar Bongo consentira à « assouplir » les conditions de la dictature en réduisant les surveillances et en acceptant que certains opposants reviennent au Gabon. C'est dans cette ambiance favorable que le Mouvement de Redressement National (MORENA) prendra finalement forme en novembre 1981 avec à sa tête Jules Mba Bekale, Jean -

Baptiste Obiang Etoughe, Simon Oyono Aba'a, Jean-Marie Obame Ndong, et Barthélémy Mboumba Nziengui comme seule figure non-Fang. Au 1^{er} décembre 1981, ces quelques figures de l'opposition organisent une grande manifestation anti-gouvernementale à la Gare-routière. Au bout de quelques minutes de marche, les manifestants seront sauvagement traqués et arrêtés par la police et par l'armée, plusieurs leaders seront torturés, limogés et emprisonnés. Les évènements de la gare-routière figurent comme la première manifestation anti-gouvernementale du monopartisme à avoir secoué le pouvoir d'Omar Bongo. Mais, si cette manifestation n'avait pas pu atteindre les objectifs escomptés, c'était une fois de plus à cause de la trahison d'un Fang, le nommé Jean N'nang, un magistrat qui avait rejoint le MORENA quelques jours après sa création. Infiltré comme partisan, Jean N'nang avait été envoyé par Richard Nguema Bekale, un Fang du Woleu-Ntem, dignitaire du PDG et très proche d'Omar Bongo, pour recueillir les informations sur les éventuels mouvements des opposants afin de garder le contrôle sur eux. C'est ainsi que pour réduire l'influence que le MORENA commençait à prendre sur l'étendue du territoire, le pouvoir PDG présentait désormais le mouvement comme « l'affaire des Fang »¹⁶, et par un jeu de mots, le MORENA sera déclaré « mort-né ».

Mais le MORENA mort-né ne disparaîtra pas complètement, il fera plutôt une mutation. En effet, certains leaders qui avaient pu échapper aux arrestations et réussi à se cacher du pouvoir, à l'instar de Simon Oyono Aba'a, vont

¹⁶ Jusqu'à nos jours, le MORENA est toujours décrit comme le parti des Fang.

continuer à distribuer des tracts sur « La conquête du pouvoir » dans la capitale gabonaise pour dénoncer toutes les malversations du PDG. Par ailleurs, l'arrestation de Pierre Zoghe Nguema accusé de complicité avec les opposants alors qu'il était recteur de l'Université Omar Bongo, avait suscité des remue-ménages aussi bien de la part des étudiants que de la part des enseignants, et même au sein du clergé. Cette énième manifestation contre le pouvoir conduira les enseignant-chercheurs tels que Nicolas Meteghem N'nah, Jean-Ferdinand Mbah, Jules Mbah Nkoghe, Magloire Olui Mboulou, tous des Fang, à perdre leurs statuts d'universitaires pour s'exiler à l'intérieur du pays comme professeurs de collèges et de lycées. Cette colère généralisée fera naître un autre parti clandestin de l'opposition, il s'agit du Parti Gabonais d'Actions Populaires (PGAP) dirigé par l'abbé Ngwa Nguema, ce dernier contribuera pour une grande part, à la radicalisation de plusieurs membres du clergé catholique, essentiellement des Fang, contre le pouvoir d'Omar Bongo. Ce qui conduira l'action vindicative initiée par le MORENA, à se répandre à l'intérieur du territoire, surtout au Woleu-Ntem, province exclusivement peuplée de Fang. Mais une fois de plus, le pouvoir d'Omar Bongo qualifiera leurs actions comme « l'affaire des Fang », d'autant plus que la majorité des étudiants grévistes, les enseignants limogés, et les prélats engagés, étaient Fang. C'est ainsi que tout au long du mois de novembre 1982, l'affaire « Ministère public contre Simon Oyono Aba'a et les autres » prendra une tournure tribaliste. Les prévenus seront tous condamnés à plusieurs années de travaux forcés, à l'emprisonnement ferme, à l'interdiction

d'exercice des travaux civiques, à l'exil à l'intérieur du pays avec interdiction de séjour à la capitale, etc.

Autre évènement émanant d'un pays voisin qui accentue la crainte des Fang par le pouvoir gabonais, fut l'accession au pouvoir de Paul Biya au Cameroun, ancien Premier Ministre de Ahmadou Ahidjo, qui avait mystérieusement déposé sa démission pour cause de maladie en novembre 1982, mais conserva néanmoins la présidence du Parti National Camerounais (PNC) au pouvoir. Pour ne pas que son magistère soit empiété par l'opposition des nordistes, Paul Biya réussit à évacuer insidieusement l'entourage d'Ahidjo qui s'était lui-même exilé en France. Pourtant, Paul Biya trouva l'occasion de discréditer Ahidjo depuis son exil, l'accusant de complicité dans la tentative de push orchestré en avril 1984. Ahidjo sera ainsi sommé de rentrer au Cameroun pour être condamné à mort ; mais il ne reviendra jamais et terminera sa vie en exil à Dakar en novembre 1989. Omar Bongo avait donc des raisons valables, non seulement à l'intérieur du Gabon, mais aussi dans le voisinage immédiat dirigé par les Fang, pour se méfier des Fang du Gabon. La rigueur employée par le président Omar Bongo pour infliger les sévices physiques et moraux aux opposants Fang trouvait ainsi toute sa raison d'être dans un tel contexte. Cependant, la gauche qui tenait à apporter un nouveau souffle plus humanitaire dans les relations internationales, avait demandé aux chefs d'Etats africains d'appliquer la « doctrine Mitterand » qui supposait un assouplissement considérable des libertés individuelles et collectives pour promouvoir le respect des Droits de l'Homme dans les anciennes colonies. Pour se montrer conforme à la « doctrine Mittérand », Omar Bongo

s'engagera à libérer les prisonniers politiques du MORENA à partir de décembre 1984, et de les gracier pour leur permettre de reprendre leurs activités professionnelles à partir de 1986. Au-delà de la sphère politique, l'imaginaire de l'anthropophagie du Fang va s'accentuer sur le plan social par l'affaire Mba Nteme condamné à mort en avril 1988 pour avoir « mangé 6 hommes crus ». Cette tragédie qui avait défrayé la chronique jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix avait largement contribué à stigmatiser la nouvelle génération de Gabonais sur la prétendue barbarie des Fang. Et cette représentation d'anthropophagie supposée des Fang sera une fois de plus, entretenue et instrumentalisée dans l'imaginaire social des « Autres » pour justifier l'illégitimité des Fang à être portés à la tête de l'Etat. En 1989, la fin de la guerre froide constituera un catalyseur dans les processus de changement observés dans la plupart des Etats africains. Au Gabon, une fois de plus, les Fang deviendront des acteurs majeurs dans les évènements politiques qui conduiront le Gabon vers la démocratie. En effet, depuis janvier 1990, une commission réunissant le PDG et le MORENA est mise en place pour négocier les conditions d'accession à la démocratie multipartiste. Le PDG est dissout pour mettre en place le Rassemblement Social-Démocrate Gabonais (RSDG), une énième sorte de parti unique qui devrait rassembler tous les partis politiques. Proposition que le MORENA déclinera pour fonder à son tour le Front Uni des Associations et Partis de l'Opposition (FUAPO), qui ralliera outre le MORENA qui est « une affaire des Fang », mais aussi le Parti Gabonais du Progrès qui est un parti essentiellement composé de Myenè. Cet acte signera officiellement le retour à la démocratie pluraliste au Gabon.

.....
après 22 ans de parti unique. Là aussi, c'est le Père Paul Mba Abessole, un Fang du Woleu-Ntem, qui trahira l'opposition en disant « OUI » au Rassemblement Social-Démocrate Gabonais (RSDG), un PDG-bis qui se donne pour ambition d'absorber les partis de l'opposition. Le MORENA sera ainsi scindé en deux blocs : le MORENA originel qui appartient aux pères fondateurs, et le MORENA des Bucherons qui est le bloc de Mba Abessolo (Fang) et de Pierre André Kombila (Punu). C'est dans ce contexte d'unité nationale retrouvée entre les Fang et les « Autres » que le Gabon sera conduit à la Conférence Nationale d'Avril 1990, aux législatives multipartistes en septembre de la même année, et à la présidentielle de décembre 1993 qui ouvrira définitivement l'ère de la transition démocratique.

3. « Tout Sauf les Fang » : De la résurgence du sentiment anti-Fang en contexte démocratique

Entouré à l'est (Guinée Equatoriale) et au nord-est (Cameroun) par des Etats dirigés par des Fang, hanté par leur instinct anthropophage, harcelé par des opposants majoritairement Fang depuis son accession au pouvoir, Omar Bongo avait beaucoup de « bonnes raisons » de nourrir une psychose et une paranoïa contre les Fang du Gabon. Par ailleurs, le spectre de la *fanguisation* de la sous-région et de la création d'un Etat autonome plane toujours dans l'imaginaire collectif Fang et des autorités politiques gabonaises, notamment avec le projet « Elat Ayong » (réunification des clans) régulièrement financé par Théodoro Obiang Nguema et Paul Biya qui souhaitent rassembler tous leurs frères de la sous-région pour « la libération du peuple Fang ». Se libérer de qui ? Se libérer de quoi ? Dans tous les

cas, des réunions¹⁷ rassemblant les dignitaires Fang du Gabon, du Cameroun, de la Guinée Equatoriale sont souvent organisées à cet effet dans l'un des trois pays à une fréquence irrégulière pour permettre à tous les Fang de la sous-région de se retrouver pour discuter des stratégies de restructuration culturelle et de conquête territoriale. De plus, le projet Elat Ayong n'est pas sans rappeler les principales conclusions adoptées lors du Congrès Unifang organisé à Mitzic en 1947. « Pour cette raison, toutes les passerelles qui s'offraient à eux furent minutieusement exploitées, ainsi que toutes les velléités pour la création d'un Etat autonome ». (C. Akomo Zoghe, *Op. Cit.*, [En ligne]).

C'est ainsi que dans ses discours lors de campagne présidentielle de décembre 1993 au Haut-Ogooué et dans l'Ogooué-Lolo, deux provinces non encore envahis par des Fang, et donc foncièrement anti-Fang, Omar Bongo rappelait à chaque fois que « Je préfère avoir affaire à un opposant d'une autre ethnie qu'à un pédégiste fang [...] Si vous voulez conserver le pouvoir au Gabon, il faut toujours s'arranger à ce que les Fang soient divisés ; car s'ils s'entendent, ils feront tout pour vous l'arracher ». Ces extraits de discours étaient rapportés dans les milieux Fang par des opposants Bilop (non-Fang), surtout les partisans du MORENA des Bucherons, parti multi-ethnique dirigé par le père Paul Mba Abessolo (Fang) et le Pr Pierre-André Kombila Koumba (Punu), lorsqu'il s'agissait de dissuader les Fang de voter pour le PDG. S'il est vrai que, en dehors du PDG qui avait une assise nationale, les principaux partis

¹⁷ En décembre 2022, c'est le Gabon qui a abrité le rassemblement Elat Meyong. Il s'est tenu dans la ville d'Oyem, chef-lieu de la province du Woleu-Ntem.

politiques et leurs groupements respectifs (FUAPO, PARI, etc) étaient essentiellement à coloration ethnique, leurs stratégies d'approche en milieux Fang était de leur rappeler le degré de haine que le président Omar Bongo nourrissait envers les Fang. Et durant toute la période de la campagne électorale de 1993, le paysage oppositionnel constitué des Fang et des Bilop s'était rassemblé sur un slogan unique du « Tout sauf le PDG » considéré comme le principal responsable de tous les maux du Gabon. Et dans un tel contexte, il suffisait qu'un seul membre de l'opposition soit soupçonné de collaborer avec le PDG pour que sa réputation soit galvaudée et rejetée du grand public. Mais lorsqu'on sait que « la vie politique gabonaise est organisée autour d'un processus d'assimilation politique des élites dirigeantes au sein d'une vaste alliance économique et culturelle fondée sur les attributs du pouvoir (prestige, richesse et reconnaissance) » (A. Augé, 2008, p. 9), Omar Bongo usera de la géopolitique du pluralisme culturel comme stratégie d'absorption des opposants en procédant à la nomination ethno-régionale des élites et contre-élites pour assurer sa longévité politique et la stabilité de son pouvoir. Cette stratégie aboutira à « la démocratie conviviale » après l'élection présidentielle de 1998, qui a vu son principal opposant, le Père Paul Mba Abessolo (Fang) qui jusque-là refusait d'intégrer la mangeoire, accepter d'occuper le poste de Maire à la mairie centrale de Libreville. Lors de l'élection présidentielle de 2005, Mba Abessolo était même devenu le Directeur de campagne d'Omar Bongo. On peut donc dire qu'à la suite de l'élection présidentielle de 1993 qui avait encore porté Omar Bongo au pouvoir, jusqu'à son décès en juin 2009, le management politique et l'imaginaire collectif

sur la gestion du politique n'étaient plus fondés sur « les affaires des Fang ». Les partis de l'opposition, quoi que essentiellement portés sur des minorités ethniques, fondaient leur idéologie d'abord sur le rejet systématique du PDG, ensuite sur la « convivialité ». Quant au PDG, comme parti de masse, il basait sa force sur sa multicoloration ethnique.

Après le décès d'Omar Bongo considéré comme le « grand frère », le « partenaire », « l'ami » de ses opposants, Ali Bongo se présentera à l'élection anticipée d'Août 2009, avec comme principal opposant André Mba Obame, toujours un Fang, qui se définissait comme le fils spirituel d'Omar Bongo. Pour empêcher la candidature d'André Mba Obame dont le charisme faisait l'unanimité des électeurs et des « petits candidats », Guy Nzouba Ndama, alors président de l'Assemblée Nationale, va lancer un slogan anti-Fang « Tout Sauf les Fang » en abrégé « TSF » à l'endroit de l'électorat Bilop, pour barrer la voie de la présidence à un Fang, rappelant les risques que le Gabon pourrait encourir en élisant une fois de plus, un Fang à la tête de l'Etat. Nonobstant cette campagne anti-Fang initiée par un dignitaire Bilop, André Mba Obame avait pu rassembler autour de lui l'électorat Fang et était sorti vainqueur de cette élection selon les données réelles des urnes¹⁸, suivi de Pierre Mamboundou, un Punu qui avait rassemblé l'électorat Bilop et sorti deuxième. Mais c'est Ali Bongo, candidat du parti dit de masse, qui avait été déclaré vainqueur, car bénéficiant du

¹⁸ La proclamation des résultats avait donné lieu à de vives contestations qui sont restées manifestes tout au long du premier mandat d'Ali Bongo. Il y eut plusieurs morts, plusieurs blessés, des arrestations, des empoisonnements.

réseau-réel –symbolique de papa¹⁹. Considéré comme dangereux adversaire, Ali Bongo lance une chasse à l'homme contre Mba Obame et ses proches collaborateurs qui s'étaient réfugiés dans les locaux des Nations Unies pour certains, d'autres radiés de leurs postes de travail, et ce pendant plus de deux années. André Mba Obame écope lui-même d'un empoisonnement qui l'emportera le 12 avril 2015. L'arrivée de sa dépouille le 29 avril 2015 avait provoqué une mobilisation sans précédent dans l'histoire politique du Gabon, des Gabonais venant de toute part, de toutes les provinces, de toutes les ethnies, de tous les partis politiques de l'opposition et de la majorité, et même du clergé, s'étaient déplacés jusqu'à l'aéroport de Libreville pour accueillir leur « héros mort », et ce, pendant trois jours de tracasseries avec les forces de l'ordre qui voulaient s'accaparer de la dépouille pour permettre à Ali Bongo de s'incliner. Ce soulèvement national autour du décès de Mba Obame avait, une fois de plus, fait taire la problématique anti-Fang qui se résume toujours dans les pamphlets d'ordre « l'affaire des Fang », « le candidat des Fang », « le parti des Fang », a initié l'acte de construction de l'unité nationale dans les représentations sociales entre Fang et Bilop, sous le règne d'Ali Bongo. C'est ainsi que pour l'élection présidentielle de 2016, les plus grands partis de l'opposition s'étaient réunis autour de Jean Ping, un candidat Myène. Et c'est le Woleu-Ntem, province exclusivement peuplée de Fang, qui offrira à Jean Ping son

¹⁹ Voir Nguema Minko E., « Les politiques de l'émergence. Aporie de la rupture et dystopie de la continuité », in Moundounga Mouity P. et Ndjamba K.-F., *Le Gabon à l'épreuve de l'émergence. Diagnostic et pronostic*, Paris, Publibook, 2012, p.p. 55-78.

plus grand score avec près de 80% de votes au suffrage exprimé. Ce rassemblement autour de la galaxie Ping, composée de Fang et de Bilop aussi bien de l'intérieur du pays que de la diaspora, viendra sceller le sentiment d'appartenance nationale des Gabonais pour qui le choix politique devrait désormais transcender l'appartenance ethnique.

Alors que l'on croyait ce sentiment anti-Fang déjà tu avec l'élection présidentielle de 2016 qui avait vu le Woleu-Ntem, province exclusivement peuplée de Fang, voter pour monsieur Jean Ping (candidat Myènè) à près de 80%, le président du Rassemblement des Gaulois, Monsieur M. A. Kouumba, viendra, lors d'un discours prononcé au Conseil National de la Démocratie en octobre 2021, stigmatiser la communauté Fang d'être à l'origine de tous les blocages du Gabon. En dépit de ces tensions balbutiantes, les partis de l'opposition constitués de candidats Fang et de candidats Bilop, réunis sous la bannière d'Alternance 2023 ont plébiscité Albert Ondo Ossa, un Fang du Woleu-Ntem, à se présenter comme candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle du 26 aout 2023. La campagne présidentielle s'est donc déroulée sous une ambiance d'unité nationale retrouvée, où l'ensemble des Gabonais exprimaient leur satisfaction de voir élire un « Gabonais normal »²⁰ à la tête de l'Etat. Etre « un Gabonais normal »

²⁰ Omar Bongo était lui-même soupçonné d'être un Congolais. Quand à Ali Bongo, son adoption par le couple présidentiel en 1967 n'a jamais fait l'objet daucun doute de la part des Gabonais. Par ailleurs, tout au long de leurs magistères, les Bongo ont toujours fait la part belle aux étrangers, au point que les Gabonais ont toujours eu l'impression d'être discriminés dans leur propre pays. Ce qui justifie tout l'engouement des Gabonais à vouloir élire un Gabonais de souche à la tête de l'Etat.

signifie qu'au-delà de l'appartenance ethnolinguistique, c'est le sentiment d'appartenance à la nation qui doit prévaloir. C'est ainsi que sur les réseaux sociaux et dans les différents espaces de sociabilité, on entendait des qualificatifs comme « Punu de Bitam », « Nzébi de Port-Gentil », « Fang de Mouila », etc., montrant par-là l'aptitude du « Gabonais normal » à transcender les frontières ethno-régionales pour être simplement Gabonais. Mais depuis le coup d'Etat du 30 aout 2023 opéré par le Général Brice Clotaire Oligui Nguema de père Fang et de mère Téké, « le kongossa » ne cesse de critiquer le nouveau gouvernement en taxant ses décisions et ses nominations comme étant devenues « une affaire des Fang ». Mieux encore, un certain Wilfried Okoumba et autres dignitaires Téké du Haut-Ogooué (ethnie maternelle du président Olgui Nguema) n'hésitent pas à publier des audio et vidéos injurieux envers les Fang sur les réseaux sociaux, accusant leur neveu président d'ingratitude. Avec des piqûres de rappels telles que « c'est aujourd'hui qu'il reconnaît qu'il est Fang », « On est passé du kounabélisme à l'élônéisme²¹ », « Tout ce qu'il est aujourd'hui, il le doit à ses parents maternels », etc., il est question de mettre en garde Brice Clotaire Oligui Nguema à ne pas se pencher de son côté paternel Fang, et surtout de ne pas oublier ce qu'il doit à sa famille maternelle. Ces énièmes dérapages officieux et

²¹ Le Kounabéli c'est la danse des groupes d'animation du PDG, avec pour figure de proue Joséphine Bongo, ex-première dame d'Omar Bongo, cette danse est inspirée du folklore traditionnel du Haut-Ogooué, province dont sont originaires les Bongo. Elône c'est la danse folklorique des Fang du Woleu-Ntem, province dont est issu Nguema Boyogho, le père d'Oligui Nguema. Passer du kounbabélisme à l'élônisme revient à dire que les abus de pouvoir, le népotisme, le culte de la personnalité, etc., jadis attribués aux ressortissants du haut-Ogooué, sont désormais pratiqués par les ressortissants du Woleu-Ntem.

officiels viennent, une fois de plus, jeter un pavé dans la marre, pour analyser le paysage géopolitique gabonais qui depuis la période coloniale, opère des avancées à reculons dans l'effort de fondation du lien social dans un contexte multiculturel, qui est l'enjeu de l'efficacité de toute forme de gouvernance.

Conclusion

Selon Michel Foucault, « l'art de gouverner est rationnel si la réflexion l'amène à observer la nature de ce qui est gouverné – en l'occurrence, l'Etat » (2005, p. 690). Or, en Afrique, nous savons que la construction des Etats s'est opérée dans un processus inversé qui a vu les délimitations territoriales (fait politique) précéder la construction des nations (fait historique). Par conséquent, des peuples qui n'étaient liés par aucune histoire commune, aucune institution commune, aucune culture commune, se sont vus obliger de cohabiter sur un territoire commun avec pour seule lien pour structurer leur vivre-ensemble : l'obéissance et la soumission aux règles, aux institutions et aux lois établies par l'administration coloniale. Cette situation a donné lieu à des conflits permanents au sein des Etats africains, conflits essentiellement dus à l'inadéquation entre les représentations sociales et la forme de gouvernance imposée de l'extérieur²². C'est ainsi que le management de la

²² Voir Nguema Minko E., 2017, « Démocratie contre gouvernance. L'Etat comme exutoire au conflit permanent dans les modes de représentation du pouvoir de la modernité politique africaine », *Revue Iboogha*, Numéro 19, Libreville, Editions du Silence.

diversité culturelle qui caractérise la nature de ce qui est gouverné s'affiche comme un paramètre ordinaire dans la gouvernance de la modernité politique africaine.

Dans le contexte gabonais, le management de la diversité culturelle est synonyme de la gestion des Fang contre les « Autres ». Mais au-delà des slogans et des joutes verbales, le sentiment anti-Fang traduit un état d'esprit de rejet justifié par l'illégitimité de leur présence sur le territoire, tout ceci accentué par la peur et la hantise que ce peuple a toujours suscitées dans les représentations collectives tout au long de l'histoire politique gabonaise. En outre, les résultats de cette contribution attestent que tout comme dans la plupart des Etats d'Afrique subsaharienne, au Gabon aussi :

L'Etat a érigé un mode de vivre-ensemble qui échoue, parce qu'au-delà des constitutions, de la solidarité obligée, des décrets, il manque la parole donnée et la reconnaissance de soi et de l'autre qui cimentaient autrefois le vivre-ensemble. La relation politique est devenue en Afrique synonyme de relation étatique, comme si elle se réduisait à cela. (J.G. Bidima, 1997, p.42).

Cependant, dans la perspective de l'anthropologie politique, porter une analyse critique sur une « figure de la catastrophe »²³ au Gabon devrait nous conduire à proposer des « médiations imparfaites »²⁴ en vue d'améliorer le vivre-ensemble dans un contexte multiculturel. A cet effet, pour éviter l'enlisement du sentiment anti-Fang qui est passé de « Qui sont ces Fang ? » à « Toujours les Fang », de « Tout

²³ Selon Jean-Godefroy Bidima, les guerres, les génocides, et autres formes d'injustices vécues en Afrique sont favorisés par l'absence de palabre comme mode de régulation du lien social.

²⁴ Expression de Paul Ricœur qui traduit l'engendrement des médiations comme constitutif de nos représentations sociales.

Sauf les Fang » à « ça devient une affaire des Fang », les nouvelles autorités politiques gabonaises ont intérêt à instituer un mode de gouvernance qui ira au-delà de la géopolitique du pluralisme culturel « au rabais » antérieurement pratiquée par le régime Bongo. Autrement dit, au-delà de veiller à l'équilibre ethno-régionale dans les nominations aux différents postes de responsabilité, il faudrait tenir compte du critère de la compétence et de l'équité pour placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, traiter chacun selon ses mérites, selon ses droits et selon ses devoirs, et non pas par rapport à son identité ethnique. Par ailleurs, ne pouvant pas éteindre les velléités hégémoniques et belliqueuses qui caractérisent l'identité des Fang, il sera question de distinguer la raison d'Etat (régulation des structures de pouvoir) à la raison politique (organisation des structures de sociabilité) pour instaurer un régime de juridicité qui instituerait la palabre comme mode de régulation du vivre-ensemble afin de permettre aux « Gabonais normaux » de « s'asseoir pour discuter » à chaque fois que cela se révèlera nécessaire.

Indications bibliographiques

- AKOMO-ZOGHE Cyriaque, 2008, « Congrès de Mitzic de 1947. Définition, objectifs et enjeux », <Http://www.e-monsite.com/mindzic/accueil.html>
- AUGE Axel, 2008, « Gabon : Une démocratie atypique. Stabilité politique et monolithisme des élites dirigeantes », *Revue Enjeux, de géopolitique en Afrique. Spécial Gabon : Portrait géopolitique*, Numéro 38, Yaoundé, FPAE, p.p. 8-14 ;
- BIDIMA Jean-Godefroy, 1997, *La palabre. Une juridiction de la parole*, Paris, Michalon ;
- FOUCAULT Michel, 2005, *Philosophie. Anthologie*, Paris, Folio « Essais » ;
- METEGHE ME N'NAH Nicolas, 2006, *Histoire du Gabon. Des origines à l'aube du XXIème siècle*, Paris, l'Harmattan ;
- NGUEMA MINKO Emmanuelle, 2008, « Géopolitique et anthropologie du culturel au Gabon. Stratégie de longévité politique et technique gouvernante clientéliste-claniste », *Revue Enjeux, de géopolitique en Afrique. Spécial Gabon : Portrait géopolitique*, Numéro 38, Yaoundé, FPAE, p.- p. 31-36 ;
- NGUEMA MINKO Emmanuelle, 2010, *Gabon : L'unité nationale ou la rancune comme mode de gouvernance*, Paris, l'Harmattan ;
- NGUEMA MINKO Emmanuelle, 2012, « Les politiques de l'émergence. Aporie de la rupture et dystopie de la continuité », in MOUNDOUNGA MOURITY Patrice et NDJIMBA Kevin-Franck, *Le Gabon à*

l'épreuve de l'émergence. Diagnostic et pronostic,
Paris, Publibook, 2012, p.p. 55-78.

NGUEMA MINKO Emmanuelle, 2017, « Démocratie contre gouvernance. L'Etat comme exutoire au conflit permanent dans les modes de représentation du pouvoir de la modernité politique africaine, *Revue Iboogha*, Numéro 19, Libreville, Edition du Silence, p.p. 179-190 ;

RAPONDA-WALKER André, 1960, *Notes d'histoire du Gabon*, Brazzaville, Mémoire de l'Institut d'Etudes centrafricaines, Numéro 9.